

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales

NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 5 DU 5 JUILLET 2007

RELATIF À L'ACCORD SUR LES SALAIRES MINIMA

NOR : *ASET0751119M*

IDCC : 652

Entre :

La fédération française du négoce des matériaux de construction,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des industries des ciments, carrières
et matériaux de construction CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minima est applicable
aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de
la branche du négoce des matériaux de construction.

**Barème applicable pour la durée légale du travail
à compter du 1^{er} janvier 2007**

Valeur du point = 5,53 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle garantie (RAG)
VI	350	23 613,10
	380	25 637,08
VII	410	27 661,06
	450	30 359,70
	490	33 058,34
VIII	550	37 106,30
	600	40 479,60
	650	43 852,90
IX	680	45 876,88
	750	50 599,50

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Article 3

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 5

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 5 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)